



Communiqué de presse de l'Intersyndicale de l'Éducation du 93

Bobigny le 6 mai 2024

Depuis plus de deux mois, à l'appel de l'intersyndicale 93 FSU, CGT Éduc'action, Sud éducation et CNT éducation, une mobilisation aussi puissante qu'historique rassemble élèves, parents, personnels et élu·es de la Seine-Saint-Denis pour exiger un plan d'urgence pour l'école publique, contre le « choc des savoirs ». Depuis le 26 février 2024, dans le département le plus pauvre de l'Hexagone, la communauté éducative se mobilise pour demander l'égalité réelle des droits pour tou·tes les élèves. Ainsi, 70 à 80 % des professionnel·les de l'éducation du 93 ont participé aux journées de grève.

Alors que l'audience à Matignon, mercredi 10 avril, laissait présager des éléments concrets en réponse aux revendications, lundi 15 avril, la ministre de la ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse n'a pris aucun engagement en termes de moyens et a répondu que ses services auraient besoin d'un mois supplémentaire pour affiner des annonces.

Dans les semaines qui ont suivi, le gouvernement n'a cessé de mettre en avant son action dans le département depuis 2017, alors même que le plan « L'État plus fort en Seine-Saint-Denis » s'est avéré très insuffisant et que d'autres mesures présentées comme spécifiques s'inscrivent en réalité dans des dispositifs qui s'appliquent à l'ensemble du territoire national. À ce jour, il n'y a aucun investissement supplémentaire de l'Éducation nationale en Seine-Saint-Denis du fait de la spécificité départementale. À titre d'exemple, le poids de l'éducation prioritaire dans le département (60 % des écoles et des établissements) donne l'impression d'un « surinvestissement » alors qu'il ne relève que de la norme.

Il est temps d'apporter des réponses concrètes, sonnantes et trébuchantes, aux revendications de la communauté éducative en Seine-Saint-Denis. Il en va de la crédibilité de la parole publique et de la capacité de l'État à assurer l'égalité républicaine quand tout concourt à démontrer que, faute d'un investissement à la mesure des enjeux dans le département le plus jeune de la France hexagonale, l'école publique ne se contente plus de reproduire les inégalités mais les creuse et les aggrave.

Pour toutes ces raisons, l'intersyndicale 93 FSU, CGT Éduc'action, Sud éducation et CNT éducation prend ses responsabilités :

- en adressant aujourd'hui lundi 6 mai une demande d'audience à Nicole Belloubet afin d'obtenir les réponses du ministère au plan d'urgence ;
- en appelant l'ensemble des personnels à une grève massive pour mettre l'éducation à l'arrêt le mardi 14 mai. Une manifestation en direction du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse a été déposée.